SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 25 MAI 1853.

Rapport de la Commission de l'Intérieur chargée d'examiner le Projet de Loi concernant la déli- mitation de plusieurs communes dans la pro- vince de Limbourg.

(Voir les N° 193 et 215 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Comte de RIBAUCOURT, JAMAR, DEFUISSEAUX et D'OMALIUS-
D'HALLOY.

MESSIEURS,

Les opérations cadastrales, faites, dans ces derniers temps seulement, pour la province de Limbourg, ont fait reconnaître l'existence de plusieurs enclaves communales. Aux termes des lois et règlements sur le cadastre, ces enclaves sont de droit réunies aux communes dans lesquelles elles sont renfermées ; mais, d'un autre côté, l'article 3 de notre Constitution porte que les limites des communes ne peuvent être changées qu'en vertu d'une loi et les dispositions citées ci-dessus n'ayant pas été mises à exécution, en ce qui concerne les enclaves dont il s'agit, on a cru qu'il fallait une loi spéciale pour faire disparaître ces enclaves.

Tel est le motif que a porté l'administration à proposer le projet de loi qui vous est soumis et qui concerne respectivement les communes de Gruyterode, Tongerlo, Reppel, Brée, Opitter, Opoeteren, Pael, Beeringen, Coursel et Beeck. Les dispositions de cette loi spéciale n'étant que l'application des lois générales et les réclamations qui ont été faites contre quelques unes des cessions des territoires n'étant pas fondées sur des considérations suffisantes, le conseil provincial a émis l'avis que les changements demandés fussent accordés.

Cet avis a été partagé par le Gouvernement, par la Chambre des Représentants et par les membres présents de votre Commission de l'Intérieur, qui ont l'honneur de vous proposer d'approuver la loi qui vous est soumise.

J. D'OMALIUS,
Président et rapporteur.